

Audience publique de vacation du 9 septembre 2020

Recours formé par
Monsieur ..., ...,
contre une décision du ministre l'Immigration et de l'Asile
en matière de statut d'apatride

JUGEMENT

Vu la requête inscrite sous le numéro 41550 du rôle et déposée au greffe du tribunal administratif le 6 août 2018 par Maître Clément Martinez, avocat à la Cour, inscrit au tableau de l'Ordre des avocats à Luxembourg, au nom de Monsieur ..., déclarant être né le ... à ... (Biélorussie), demeurant à ..., déclarant être apatride, tendant, aux termes de son dispositif, à l'annulation, sinon à la réformation d'une décision du ministre de l'Immigration et de l'Asile, erronément attribuée au ministre des affaires Etrangères et Européennes, du 3 mai 2018 ayant refusé de faire droit à sa demande en reconnaissance du statut d'apatride ;

Vu le mémoire en réponse du délégué du gouvernement déposé au greffe du tribunal administratif le 17 décembre 2018 ;

Vu le mémoire en réplique de Maître Clément Martinez déposé au greffe du tribunal administratif le 18 janvier 2019 pour le compte de Monsieur ..., préqualifié ;

Vu le mémoire en duplique du délégué du gouvernement déposé au greffe du tribunal administratif le 30 janvier 2019 ;

Vu les pièces versées en cause et notamment la décision déférée ;

Le juge-rapporteur entendu en son rapport et Monsieur le délégué du gouvernement Yannick Muller entendu en sa plaidoirie à l'audience publique du 3 juin 2020, et vu les remarques écrites de Maître Clément Martinez du 2 juin 2020 produites, conformément à la circulaire du président du tribunal administratif du 22 mai 2020, avant l'audience.

En date du 11 mars 2016, Monsieur ... introduisit auprès du service compétent du ministère des Affaires étrangères et européennes, direction de l'Immigration, désigné ci-après par « le ministère », une demande de protection internationale au sens de la loi du 18 décembre 2015 relative à la protection internationale et à la protection temporaire, ci-après désignée par « la loi du 18 décembre 2015 », demande qui fut rejetée par décision ministérielle du 2 juillet 2018, notifiée à l'intéressé par courrier recommandé expédié le lendemain.

Le 1^{er} juillet 2016, les autorités finlandaises contactèrent les autorités luxembourgeoises en vue de la reprise en charge de Monsieur ... sur base de l'article 18, paragraphe (1), point b) du règlement (UE) n° 604/2013 du Parlement européen et du Conseil du 26 juin 2013

établissant les critères et mécanismes de détermination de l'Etat membre responsable de l'examen d'une demande de protection internationale introduite dans l'un des Etats membres par un ressortissant de pays tiers ou un apatride, ci-après désigné par « le règlement Dublin III », demande qui fut acceptée par les autorités luxembourgeoises en date du même jour.

Monsieur ... fut transféré de la Finlande au Grand-duché de Luxembourg en date du 29 août 2016.

Le 10 juillet 2017, les autorités danoises adressèrent aux autorités luxembourgeoises une demande de reprise en charge de Monsieur ... sur base de l'article 18, paragraphe (1), point b) du règlement Dublin III, demande qui fut acceptée par les autorités luxembourgeoises le 19 juillet 2017.

Par courrier du 13 octobre 2016, l'ambassade de Russie, sise à Luxembourg, informa le ministre de l'Immigration et de l'Asile, ci-après désigné par « le ministre », que la citoyenneté russe de Monsieur ... ne peut pas être confirmée.

Par courrier de son mandataire du 20 septembre 2017, Monsieur ... fit introduire une demande en obtention du statut d'apatride au sens de la Convention de New-York du 28 septembre 1954 relative au statut des apatrides, ci-après désignée par « la Convention de New York », auprès du ministre.

Par courrier du 19 octobre 2017, le ministre invita Monsieur ... à fournir des précisions complémentaires quant à sa demande en obtention du statut d'apatride.

Par courriers séparés du 25 octobre 2017, un agent du ministère adressa à l'ambassade de Pologne sise à Luxembourg, à l'ambassade d'Australie sise à Bruxelles, ainsi qu'à l'ambassade de Biélorussie sise à Bruxelles, une demande d'information en vue de l'identification de Monsieur

Par courriers séparés des 28 et 30 novembre 2017, un agent du ministère adressa encore à l'ambassade d'Australie sise à Bruxelles, ainsi qu'à l'ambassade de Pologne sise à Luxembourg une demande d'informations complémentaires quant à l'identité de Monsieur ... et son prétendu séjour en Australie, respectivement en Pologne.

Par courriers des 16 novembre 2017 et 6 décembre 2017, 21 janvier 2018 et 12 février 2018, les ambassades d'Australie, de Pologne et de Biélorussie informèrent le ministre que Monsieur ... n'était pas connu par leurs services respectifs.

Par décision du 3 mai 2018, notifiée à l'intéressé par courrier recommandé expédié le 4 mai 2014, le statut d'apatride fut refusé à Monsieur ... sur base des motifs et considérations suivants :

« [...] En mains le formulaire de demande en obtention du statut d'apatride du 20 septembre 2017, vos informations complémentaires des 23 octobre 2017 et 15 février 2018, ainsi que le rapport de de la Police des Etrangers et des Jeux du 11 mars 2016, le rapport d'entretien du 22 décembre 2016 relatif à votre demande en obtention d'une protection internationale et le courrier de votre avocat du 22 août 2017.

Il ressort de vos déclarations que vous seriez né en 1970 à ... à l'époque de l'Union soviétique, d'une mère de nationalité biélorusse et d'un père que vous n'auriez jamais connu. Vous n'auriez jamais été en possession d'un acte de naissance parce que selon votre mère vous seriez né à domicile. Vous auriez quitté ... en 1975 avec votre mère pour aller à ... où vous auriez vécu jusqu'en 1979. Par la suite, vous auriez vécu quelques années en Israël, en Afrique du Sud et en Australie qui aurait été votre dernier pays de résidence. En février 2016 vous auriez été reconduit par les autorités australiennes en Pologne où on vous aurait donné un billet de train en direction de .../Biélorussie. Vous auriez décidé de ne pas retourner en Biélorussie, mais de venir au Luxembourg où vous avez déposé une demande de protection internationale en date du 11 mars 2016.

Vous ne procurez ni document d'identité ni autre document quelconque étayant vos déclarations concernant vos séjours respectifs dans les différents pays mentionnés.

Vous affirmez avoir séjourné dans tous les pays mentionnés sous l'identité de « ..., né le ... à .../Biélorus » et de ne jamais avoir utilisé une autre identité.

Selon l'article 1^{er} de la Convention de New York du 28 septembre 1954 relative au statut des apatrides le statut d'apatride est uniquement accordé à l'étranger sans nationalité, dont aucun pays ne considère comme son ressortissant en application de sa législation.

Comme la qualité d'apatride ne se présume pas, elle doit être établie par l'étranger demandeur dans tous les éléments qui la déterminent par des preuves suffisamment précises et sérieuses. L'étranger demandeur doit prouver qu'il a perdu la nationalité qui était la sienne par naissance ou qu'il n'en a jamais eue. La charge de la preuve incombe donc au demandeur qui doit établir qu'il remplit les conditions d'obtention du statut d'apatride. A cet égard il ne doit cependant pas prouver qu'il n'a aucune nationalité du monde, mais plutôt qu'il ne peut pas se prétendre de la nationalité des Etats pertinents pour lui: il s'agit principalement du pays dans lequel il est né, où les membres de sa famille résident, où il a séjourné ou dans lequel il a eu sa résidence.

Or, force est de constater que vous n'apportez pas la preuve concrète que vous avez perdu votre nationalité d'origine ou que vous êtes effectivement sans nationalité ou qu'aucun pays ne vous considère comme son ressortissant en application de sa législation. S'estimer ou se considérer comme apatride, sans apporter un élément de preuve quelconque et sans se baser sur un élément concret, ne saurait suffire pour établir une apatridie. Le fait que plusieurs ambassades ont été contactées et que vous n'avez pas pu être identifié ne permet pas à lui seul de déduire que vous êtes en droit de prétendre au statut d'apatride.

Vous n'apportez ni la preuve de vos séjours en Biélorussie, Pologne, Israël, Afrique du Sud et Australie, ni la preuve que vous ne pouvez pas vous prévaloir d'une des nationalités de ces pays. En effet, il ressort de votre dossier que vous n'avez pas entrepris toutes les démarches nécessaires en vue de la reconnaissance, l'établissement ou récupération d'une de ces nationalités. Vous restez donc également en défaut de preuve que vous ne pouvez pas vous réclamer d'une de ces nationalités.

Force est donc de conclure que vous n'avez pas rapporté la preuve que vous remplissez les conditions d'obtention du statut d'apatride.

A cela s'ajoute que [des] doutes quant à la véracité de vos déclarations et quant à votre identité réelle doivent être émis. Ainsi, notamment les informations obtenues par les autorités australiennes contactées par nos soins sont en contradiction flagrante avec vos déclarations. En effet, vous dites que dès votre arrivée en Australie vous auriez été dirigé vers le bureau d'immigration de Vous auriez déposé une demande d'asile et une demande d'apatride en Australie. Vous y auriez été en possession d'un permis de résidence de 3 ans, d'une carte de sécurité sociale et d'un permis de conduire. Or, par note verbale du 16 novembre 2017 les autorités australiennes répondent que « (...) the Australian Department of immigration an[d] Border Protection has no record of Mister ... travelling to Australia or applying for a visa to enter Australia ». Après précisions demandées, l'ambassade australienne à Bruxelles a clairement confirmé que vous n'êtes pas connu par les autorités australiennes et que par conséquent vous n'avez jamais été en possession d'un permis de résidence en Australie. Etant donné que vous prétendez avoir séjourné légalement en Australie sous l'identité de « ..., né le ... à .../Bélarus », vous devriez être connu par les autorités australiennes.

Vous dites avoir été rapatrié en Pologne accompagné par des officiers australiens. Pour cette raison, vous devriez également être fiché dans les registres des autorités polonaises. Or, selon la réponse obtenue par les autorités polonaises en date du 24 janvier 2018 vous ne figurez également pas dans le registre de Bureau d'Immigration en Pologne sous l'identité de « ... ».

Vos explications du 15 février 2018 sont peu convaincantes et ne permettent pas d'écarter les contradictions constatées.

Par conséquent et par tout ce qui précède le statut d'apatride vous est refusé. »

Par requête déposée au greffe du tribunal administratif le 6 août 2018, Monsieur ... a fait introduire un recours tendant suivant le dispositif de la requête introductive d'instance auquel le tribunal est en principe seul tenu, à l'annulation, sinon à la réformation d'une décision du ministre de l'Immigration et de l'Asile, erronément attribuée au ministre des affaires Etrangères et Européennes, du 3 mai 2018 ayant refusé de faire droit à sa demande en reconnaissance du statut d'apatride.

Aucune disposition légale ne prévoyant un recours au fond en la présente matière, le tribunal est compétent pour connaître du recours principal en annulation, qui est encore recevable pour avoir été, par ailleurs, introduit dans les formes et délai de la loi. Il n'y a dès lors pas lieu de statuer sur le recours subsidiaire en réformation.

Dans son mémoire en duplique, le délégué du gouvernement soulève l'irrecevabilité du mémoire en réplique du demandeur, déposé au greffe du tribunal administratif le 18 janvier 2019, au motif qu'il aurait été déposé tardivement.

Le demandeur n'a pas pris position par rapport à ce moyen.

Aux termes de l'article 5, paragraphe (5) de la loi modifiée du 21 juin 1999 portant règlement de procédure devant les juridictions administratives : « *Le demandeur peut fournir une réplique dans le mois de la communication de la réponse ; [...]* ».

En l'espèce, il ressort des actes de procédure, et il n'est pas contesté en cause, que le mémoire en réponse étatique a été déposé au greffe du tribunal administratif le 17 décembre 2018, de sorte qu'il n'a pu être porté à la connaissance du demandeur qu'au plus tôt le lendemain, à savoir le 18 décembre 2018, étant relevé que c'est à partir de la réception du mémoire en réponse que court le délai pour fournir une réplique¹, de sorte que le délai pour déposer le mémoire en réplique en l'espèce a commencé à courir, conformément aux dispositions des articles 3 et 4 de la Convention européenne sur la computation des délais signée à Bâle le 16 mai 1972, approuvée par la loi du 30 mai 1984, au plus tôt le 18 décembre 2018, pour expirer au plus tôt 1 mois plus tard, à savoir le mercredi 18 janvier 2019.

Il s'ensuit que le mémoire en réplique, déposé le 18 janvier 2019, est admissible pour avoir été déposé endéans le délai prévu par la loi.

A l'appui de son recours et en fait, le demandeur fait valoir que malgré les séjours passés en Biélorussie, Afrique du Sud, Israël, Australie et Pologne, il n'aurait jamais eu la nationalité d'un de ces pays, tout en insistant sur le fait qu'il ne serait pas non plus en mesure de les obtenir.

En droit, il se réfère à l'article 1^{er} de la Convention de New York pour mettre en avant que cette disposition soumettrait l'octroi du statut d'apatride à deux conditions cumulatives, à savoir qu'il devrait établir (i) qu'aucun Etat ne le considère comme son ressortissant, et (ii) qu'il ne peut prétendre à la nationalité d'un de ces Etats.

Or, en soutenant qu'il ne rapporterait pas la preuve de ses séjours dans les différents pays évoqués ni celle qu'il ne pourrait se prévaloir des nationalités correspondantes, le ministre aurait ajouté des conditions qui ne seraient prévues ni par la Convention de New York, ni par un autre texte de loi.

Le demandeur insiste encore sur le fait qu'il aurait pris contact, par le biais de son mandataire, avec l'ensemble des ambassades des Etats avec lesquels il aurait « *un certain lien* », à savoir la Biélorussie, l'Afrique du Sud, l'Etat d'Israël, l'Australie, la Pologne et la Russie, afin de vérifier s'il a la nationalité d'un de ces Etats. Or, les ambassades russe et israélienne auraient répondu qu'il n'aurait pas la nationalité de leurs pays respectifs et les autres ambassades n'auraient pas répondu du tout. Il ressortirait toutefois de la décision ministérielle du 3 mai 2018 que les ambassades australienne et polonaise auraient indiqué n'avoir trouvé aucune trace de lui ni en Australie ni en Pologne.

Il s'ensuivrait que ni la Biélorussie, ni l'Afrique du Sud, ni l'Etat d'Israël, ni l'Australie, ni la Pologne, ni encore la Russie ne le considéreraient comme un de leurs ressortissants, respectivement n'auraient confirmé qu'il a l'une des nationalités correspondantes ou qu'il pourrait prétendre à l'une de celles-ci.

Monsieur ... donne encore à considérer que même si, par impossible, le tribunal devait considérer que les démarches effectuées auprès des ambassades ainsi que leurs réponses, voire l'absence de réponses étaient insuffisantes, il n'en resterait pas moins qu'il ne pourrait, en tout état de cause, au vu des conditions légales en vigueur dans les pays concernés, prétendre à l'une de ces nationalités.

¹ Cour adm. 18 mai 2006, n° 21112C du rôle, Pas. adm. 2019, V° Procédure contentieuse n° 813 et les autres références y citées.

S'agissant de la législation australienne, il fait valoir que seules les personnes (i) possédant le statut de résident permanent et (ii) se trouvant en Australie à titre de résident permanent pendant au moins deux années au cours des cinq dernières années, pourraient obtenir la citoyenneté australienne.

Or, l'ambassade d'Australie à Bruxelles n'aurait relevé aucun séjour officiel dans son chef, de sorte qu'il ne pourrait prétendre à la nationalité australienne.

Quant à la législation sud-africaine, le demandeur donne à considérer qu'il serait possible d'obtenir la nationalité sud-africaine par naturalisation et ce, en vertu de la loi n°88 de 1995 sur la citoyenneté sud-africaine (South African Citizenship Act n°88 of 1995) sous condition d'avoir résidé régulièrement dans la République d'Afrique du Sud pendant au moins un an immédiatement avant la demande de naturalisation et y avoir résidé physiquement pendant quatre années au cours des huit années précédant la demande.

Or, à défaut de réponse de l'ambassade sud-africaine et au regard du fait qu'il aurait résidé en Afrique du Sud de 1986 à 1998, il ne pourrait pas non plus prétendre à la nationalité sud-africaine.

Le demandeur poursuit que suivant la législation biélorusse, les personnes qui sont nées ou qui ont résidé en permanence sur le territoire avant le 12 novembre 1991 seraient admissibles à la citoyenneté biélorusse et ce, en vertu de « *la loi du 1^{er} août 2002 sur la république du Bélarus* ».

Il y aurait toutefois résidé de 1970 à 1975 de sorte à ne pas y avoir résidé de manière permanente avant le 12 novembre 1991, le demandeur faisant valoir que s'il est vrai qu'il est né en Biélorussie à ..., il n'en demeurerait pas moins qu'il ne posséderait aucun certificat de naissance ni aucun autre document attestant sa naissance.

Il en déduit qu'il ne pourrait prétendre à la nationalité biélorusse vu que la législation dudit Etat exigerait de joindre à la demande en obtention de nationalité un certificat de naissance certifié par un notaire.

Le demandeur donne encore à considérer que parmi les catégories de personnes pouvant obtenir la nationalité israélienne, il y aurait les personnes nées d'un citoyen israélien, les palestiniens de l'ancienne Palestine sous mandat britannique ou encore les personnes ayant renoncé à leur citoyenneté antérieure. Or, il ne remplirait aucune de ces conditions, de sorte qu'il ne pourrait pas non plus prétendre à la nationalité israélienne.

S'agissant finalement de la législation polonaise, le demandeur soutient qu'en vertu de celle-ci il serait possible d'obtenir la nationalité polonaise à condition notamment d'avoir résidé légalement et de manière continue pendant trois années en Pologne tout en ayant des ressources régulières.

Il explique, dans ce contexte, que s'il y avait résidé de 1975 à 1979, il n'y aurait toutefois disposé d'aucune source de revenu régulière, de sorte qu'il ne pourrait pas non plus prétendre à la nationalité polonaise.

Le demandeur en conclut que la décision litigieuse du 3 mai 2018 devrait encourir l'annulation pour violation de la loi, sinon pour erreur manifeste d'appréciation au motif qu'il remplirait les conditions de l'article 1^{er} de la Convention de New York.

Dans sa réplique, le demandeur se réfère à un arrêt de la Cour administrative du 19 novembre 2015, inscrit sous le numéro 36813C du rôle, dans lequel la Cour administrative aurait précisé que la notion d' « *Etats pertinents* » au sens de l'article 1^{er} de la Convention de New York serait à entendre comme « *principalement le pays dans lequel le demandeur est né ou celui dont l'un de ses parents a la nationalité, où les membres de sa famille résident, où il a séjourné ou dans lequel il a eu sa résidence* » et aurait apporté une liste non exhaustive d'exemples de pays qualifiés de « *pertinents* ». Il en déduit que cette définition jurisprudentielle impliquerait nécessairement que le qualificatif de « *pertinent* » peut être attribué à d'autres pays et pas uniquement à ceux « *dans lequel le demandeur est né ou celui dont l'un de ses parents a la nationalité, où les membres de sa famille résident, où il a séjourné ou dans lequel il a eu sa résidence* ».

Il fait valoir que, contrairement à la position ministérielles, il ne saurait, dès lors, lui être reproché de ne pas avoir rapporté la preuve qu'« *il serait né dans l'un de ces Etats, que ses parents seraient ressortissants de ces Etats, que des membres de sa famille résideraient dans un de ces Etats, ou qu'il aurait résidé voir séjourné dans l'un de ses Etats* ».

Le demandeur estime qu'il ne faudrait pas perdre de vue que ni la Convention de New York, ni la jurisprudence en découlant ne lui imposeraient de rapporter des éléments de preuve objectifs tels que des documents d'identité ou des actes de naissance.

En ce qui concerne les contradictions contenues dans ses déclarations faites auprès de la police grand-ducale et des services du ministère et relevées par le ministre dans sa décision, le demandeur soutient que, même à supposer que de telles contradictions existent, celles-ci ne remettraient aucunement en cause le caractère « *pertinent* » des Etats dont il ne pourrait prétendre à la nationalité, à savoir la Biélorussie, l'Afrique du Sud, Israël, la Pologne et la Russie.

Force serait de constater que si le ministre affirmait qu'il y aurait des contradictions à propos des séjours passés en Australie et en Pologne, il ne ferait toutefois état d'aucune contradiction en ce qui concerne ses séjours dans les autres pays considérés comme « *pertinents* » pour lui, à savoir la Biélorussie, l'Afrique du Sud, l'Etat d'Israël et la Russie, de sorte que ses déclarations au sujet de ces Etats resteraient crédibles « *à tout le moins en partie* », et en tout état de cause, au point d'en démontrer leur « *pertinence* ».

Il en conclut que même si ces Etats ne disposent d'aucune information le concernant, cela ne signifierait pas *ipso facto* qu'il n'y serait pas né ou qu'il n'y aurait jamais résidé. Bien au contraire, l'absence d'informations démontrerait, selon lui, qu'il n'aurait pas la nationalité de ces Etats.

Le demandeur donne encore à considérer qu'il ne faudrait pas perdre de vue qu'il ne pourrait prétendre à aucune nationalité de ces mêmes Etats au vu de leurs législations relatives à l'obtention de la nationalité.

Le demandeur conteste finalement qu'il soit obligé de prouver la « *pertinence* » des Etats en cause, avant de démontrer qu'il n'a pas, ou n'a jamais eu la nationalité d'aucun de ces

Etats ou encore, qu'il ne répondrait pas aux conditions fixées par leurs législations respectives concernant l'attribution de la nationalité.

Le caractère pertinent des Etats précités étant établi, il y aurait lieu, selon le demandeur, de « *tirer les conséquences de l'absence de contestations étatiques à cet égard* ».

Le délégué du gouvernement conclut, quant à lui, au rejet du recours pour ne pas être fondé.

La notion d'apatride est définie à l'article 1^{er} de la Convention de New York, aux termes duquel : « *Aux fins de la présente Convention, le terme « apatride » désigne une personne qu'aucun Etat ne considère comme son ressortissant par application de sa législation.* ».

La reconnaissance du statut d'apatride est dès lors conditionnée par le constat que l'intéressé n'est considéré par aucun Etat comme son ressortissant.

S'agissant de la charge de la preuve de l'apatridie, à l'instar de la règle qui régit la preuve de la nationalité, l'apatridie ne se présume pas mais c'est à celui qui se prévaut de n'avoir aucune nationalité qu'incombe la charge d'établir qu'il a perdu celle qui était la sienne par naissance ou qu'il n'en a jamais eue, le demandeur ne devant cependant à cet égard pas prouver qu'il n'a aucune nationalité du monde, mais plutôt qu'il ne peut pas prétendre à la nationalité des Etats avec lesquels il entretient un lien pertinent, en particulier pour des raisons de naissance sur le territoire, de filiation, de mariage ou de résidence habituelle².

En vertu du principe retenu ci-avant que l'apatridie ne se présume pas et au regard des contestations afférentes de la partie étatique, il appartient au demandeur d'établir qu'au jour où le ministre a statué il remplissait les conditions de reconnaissance du statut d'apatride.

Il se dégage des pièces du dossier administratif que le demandeur, au moment du dépôt de sa demande en obtention du statut de réfugié, s'est présenté sous l'identité de ... et a déclaré être né le ... à ... (Biélorussie). Il convient encore de relever que l'intéressé n'a produit aucun document permettant d'établir son identité ainsi que son lieu et sa date de naissance.

Il ressort encore du dossier administratif ainsi que des pièces soumises par le demandeur que celui-ci a, par le biais de son litismandataire, adressé des demandes auprès des ambassades de différents pays avec lesquels il semble avoir voulu établir l'existence d'un lien pertinent du fait d'y avoir séjourné, à savoir, auprès des ambassades d'Australie, d'Afrique du Sud, d'Israël, de Pologne et de Russie, le demandeur ayant encore fourni les copies des réponses négatives des ambassades de Russie et de Biélorussie.

Or, il ne suffit en tout état de cause pas de produire les réponses négatives d'ambassades de divers pays si le demandeur n'établit, par ailleurs, pas l'existence d'un lien pertinent avec ces pays, en particulier pour des raisons de naissance sur le territoire, de filiation, de mariage ou de résidence habituelle. Force est toutefois de constater que le demandeur encore qu'il affirme avoir séjourné dans ces différents pays, n'a produit aucun document, permettant d'établir un lien quelconque avec l'un de ces pays, tels que des certificats de résidence émis par les autorités des pays où il prétend avoir résidé.

² Cour adm., 2 avril 2020, n° 43950C du rôle, disponible sur www.jurad.etat.lu.

Or, en vertu du principe retenu ci-avant que l'apatridie ne se présume pas et face aux contestations afférentes de la partie étatique, il aurait appartenu au demandeur, qui prétend avoir vécu en Russie, Pologne, Biélorussie, Israël, Afrique du Sud et Australie, et n'avoir ni la nationalité d'un de ces Etats, ni pouvoir prétendre à l'une de celles-ci, de démontrer en premier lieu par des éléments de preuves tangibles et vérifiables qu'il a effectivement séjourné dans les différents Etats. Le demandeur s'est toutefois limité à affirmer qu'il aurait habité dans ces pays, tout en restant en défaut de sous-tendre cette affirmation par des éléments concrets en fournissant notamment des justificatifs de nature à prouver un éventuel séjour dans les Etats en cause, respectivement qu'il y avait eu sa résidence habituelle.

A cela s'ajoute que le demandeur a présenté lors de son entretien du 22 décembre 2016 mené par la direction de l'Immigration dans le cadre de l'instruction de sa demande de protection internationale, un récit vague et confus quant à ses séjours dans les différents pays où il affirme avoir vécu avant d'arriver au Luxembourg, déclarations qui sont pour le surplus contradictoires, alors que le demandeur a affirmé, dans son entretien du 22 décembre 2016, que dès son arrivé en Australie, il aurait été dirigé vers le bureau de l'immigration de Melbourne où il aurait déposé une demande d'asile, tout en précisant qu'il aurait été en possession d'un permis de résidence de 3 ans et d'une carte de sécurité sociale australienne, tandis que l'ambassade d'Australie a indiqué en réponse au courrier du ministère du 28 novembre 2017 que « *the Australian department of Immigration and Border Protection has no record of Mister ... travelling to Australia or applying for a visa to enter Australia* » ou encore « *Mr ... [...] is not know to australian authorities and therefore has never held a residence permit in Australia* »³, étant encore relevé que le demandeur a précisé à la police grand-ducale que son permis de conduire australien aurait été confisqué après qu'il a été appréhendé pour avoir conduit en état d'ivresse, alors qu'il a déclaré à la direction de l'Immigration qu'il n'a jamais été en possession d'un tel document.

Dans ce contexte, il y a encore lieu de constater que le demandeur a expliqué, lors de l'entretien précité du 22 décembre 2016, avoir été rapatrié en Pologne accompagné par des officiers australiens, alors que les autorités polonaises, en date du 24 janvier 2018, ont indiqué qu'il ne figurait pas non plus dans le registre du bureau d'immigration en Pologne, tout en confirmant que « *la seule procédure pour déterminer la nationalité polonaise de l'intéressé reste le dépôt d'un dossier auprès de notre consulat* ».

Par voie de conséquence, le tribunal est amené à conclure que Monsieur ... reste en défaut de prouver l'existence d'un lien pertinent avec un quelconque Etat, voire en particulier avec les pays dans lesquels il prétend avoir résidé.

La conclusion qui précède n'est pas ébranlée par l'argumentation du demandeur qu'il serait en droit de prétendre au statut d'apatride au motif que les ambassades des différents pays, auxquelles il s'est adressé afin de se voir confirmer qu'il ne possède la nationalité d'aucun de ces Etats, n'ont pas pu l'identifier, ni par l'affirmation qu'il ne satisferait pas aux conditions devant être remplies dans chacun de ces Etats pour prétendre à leurs nationalités respectives.

En effet, même à admettre pour les besoins de la discussion qu'il puisse être admis que le demandeur a établi l'existence d'un lien pertinent avec les Etats dans lesquels il affirme avoir séjourné et s'il est vrai qu'à ce stade aucune des ambassades auxquelles le demandeur a été

³ Courrier électronique de l'ambassade d'Australie sise à Bruxelles du 6 décembre 2017.

présenté n'a pu l'identifier, le demandeur ne serait cependant pas fondé à déduire de cette seule circonstance qu'il est en droit de prétendre au statut d'apatride pour avoir prouvé qu'il ne peut pas se prétendre de la nationalité de l'un des pays où il affirme avoir séjourné.

En effet, en l'espèce, les difficultés de l'identifier s'expliquent davantage par la circonstance que le demandeur n'a pas entièrement collaboré pour établir le pays dont il est susceptible d'être originaire que par la circonstance qu'aucun des pays auxquels il a été présenté ne l'a considéré comme son ressortissant. A cet égard, il y a lieu de constater que, malgré le fait que les autorités polonaises lui ont enjoint de remplir un formulaire afin qu'une procédure de recherche puisse être effectuée – celles-ci ayant informé le litismandataire du demandeur par courrier du 8 novembre 2016 que « *l'intéressé doit, même s'il ne possède aucun document polonais, remplir le formulaire (ci-joint) et joindre les pièces demandées (l'information détaillée ci-jointe). Le dossier déposé à notre consulat sera ensuite examiné à Varsovie qui pourront établir une attestation concernant la nationalité polonaise* », tout en indiquant « *qu'il n'y a pas d'autre procédure possible afin d'obtenir le certificat attestant la présence ou l'absence de la nationalité polonaise* », et que les autorités israéliennes lui ont demandé qu'il se présente auprès d'elles « *afin d'introduire une demande de clarification de statut qui sera transmise en Israël* », aucune de ces démarches n'a été entreprise par le requérant.

En outre, quant au courrier du 13 octobre 2016 de l'ambassade de Russie au Luxembourg, dont le demandeur se prévaut, et qui lui aurait refusé la nationalité russe, il ressort des termes même de ce courrier que, contrairement à ce qui est allégué par le demandeur, il ne lui refuse pas la nationalité russe mais se borne à indiquer que la citoyenneté russe ne peut pas être confirmée.

Finalement, le demandeur n'est pas non plus fondé à soutenir qu'il serait en droit de se voir reconnaître le statut d'apatride du seul fait qu'il ne pourrait pas, eu égard aux conditions imposées par les législations des différents pays où il affirme avoir séjourné, se prétendre de la nationalité de l'un de ces pays pour ne pas remplir lesdites conditions.

En effet, il ne suffit en tout état de cause pas d'énumérer de manière stérile les conditions pour pouvoir prétendre à la nationalité d'un pays, tout en affirmant ne pas les remplir, à défaut de démontrer, par ailleurs, avoir entrepris de manière infructueuse des démarches en ce sens et de s'être vu opposer un refus.

Au vu des considérations qui précèdent, le tribunal est amené à conclure que c'est à bon droit que le ministre a retenu que le demandeur ne remplissait pas les conditions pour se voir reconnaître le statut d'apatride.

Le recours en annulation est à rejeter pour ne pas être fondé.

Par ces motifs,

le tribunal administratif, première chambre, statuant contradictoirement ;

reçoit en la forme le recours principal en annulation introduit à l'encontre de la décision du ministre de l'Immigration et de l'Asile du 3 mai 2018 ;

au fond, le déclare non justifié, partant en déboute ;

dit qu'il n'y pas lieu de statuer sur le recours subsidiaire en réformation ;

condamne le demandeur aux frais et dépens.

Ainsi jugé et prononcé à l'audience publique de vacation du 9 septembre 2020, par:

Annick Braun, vice-président,
Alexandra Castegnaro, premier juge,
Carine Reinesch, juge,

en présence du greffier Lejila Adrovic.

s. Lejila Adrovic

s. Annick Braun

Reproduction certifiée conforme à l'original
Luxembourg, le 09/09/2020
Le greffier du tribunal administratif